

• Citer cette page

**Pour citer cette page**

Le code civil, *Musée Criminocorpus* published on March 29, 2024, consulted on Feb. 11, 2026.  
Permalink : <https://criminocorpus.org/en/ref/25/19707/>

## Code civil

### Chapitre I — Du gage

#### Extrait

#### Article 2075

##### Version du March 16, 1804

Texte source : *Code civil des Français, édition originale et seule officielle, à Paris, de l'imprimerie de la République, An XII, 1804.*

Le privilège énoncé en l'article précédent ne s'établit sur les meubles incorporels, tels que les créances mobilières, que par acte public ou sous seing privé, aussi enregistré, et signifié au débiteur de la créance donnée en gage.

---

##### Version du Jan. 1, 1878

Texte source : *Modification de l'orthographe.*

**Le privilège Le privilége** énoncé en l'article précédent ne s'établit sur les meubles incorporels, tels que les créances mobilières, que par acte public ou sous seing privé, aussi enregistré, et signifié au débiteur de la créance donnée en gage.

---

##### Version du March 1, 1898

Texte source : *Loi modifiant l'article 2075 du code civil.*

Le privilège énoncé en l'article précédent ne s'établit sur les meubles incorporels, tels que les créances mobilières, que par acte public ou sous seing privé, aussi enregistré, et signifié au débiteur de la créance donnée en gage.

**Tout nantissement d'un fonds de commerce devra, à peine de nullité vis-à-vis des tiers, être inscrit sur un registre public tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité.**

---

##### Version du March 17, 1909

Texte source : *Loi relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce.*

Le privilège énoncé en l'article précédent ne s'établit sur les meubles incorporels, tels que les créances mobilières, que par acte public ou sous seing privé, aussi enregistré, et signifié au débiteur de la créance donnée en gage.

**Tout nantissement d'un fonds de commerce devra, à peine de nullité vis-à-vis des tiers, être inscrit sur un registre public tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité.**

---

##### Version du July 12, 1980

Texte source : *Loi n° 80-525 du 12 juillet 1980 relative à la preuve des actes juridiques.*

**Lorsque le gage s'établit sur des Le privilège énoncé en l'article précédent ne s'établit sur les meubles incorporels, tels que les créances mobilières, l'acte authentique que par acte public ou sous seing privé, dûment enregistré, est aussi enregistré, et signifié au débiteur de la créance donnée en gage, ou accepté par lui dans un acte authentique, gage.**